

"De Gaulle et l'Algérie" dans Corriere della Sera (7 février 1962)

Légende: Le 7 février 1962, le quotidien italien Corriere della Sera décrit la position du général de Gaulle sur le dossier de l'indépendance algérienne.

Source: Corriere della Sera. 07.02.1962, n° 32; anno 87. Milano: Corriere della Sera. "De Gaulle e l'Algeria", auteur:Guerriero, Augusto , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/de_gaulle_et_l_algerie_dans_corriere_della_sera_7_fevrier_1962-fr-ce9ef3c5-867a-449b-896a-82c366ae33e9.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017



De Gaulle et l'Algérie

Le général de Gaulle a déclaré: «L'objectif est sur le point d'être atteint». Le gouvernement provisoire de la République algérienne a publié un communiqué: «Nous avons examiné les derniers développements du problème algérien et nous avons pris des décisions en conséquence». De source officielle émanant du front de libération nationale, on déclare: «On n'est pas encore parvenu à une solution complète, mais les choses avancent dans la bonne direction».

Nous voudrions savoir quelque chose de plus. Si l'on considère que l'accord sera prochainement signé, quels en seront les termes? De Gaulle en a renvoyé la révélation à un «livre blanc» qui sera bientôt publié. Pour l'heure, il s'est contenté de dire que «la France est prête à reconnaître une Algérie souveraine et indépendante et à nouer avec elle une coopération dans de nombreux domaines, à condition que les intérêts de la France soient respectés, en particulier dans le Sahara, et que soit garantie à la minorité européenne la participation aux affaires algériennes». Ce sont les trois points fondamentaux: «Algérie algérienne», Sahara (et pétrole), minorité européenne.

1) Cela fait un moment qu'on s'accorde à dire que l'Algérie doit accéder à la souveraineté et à l'indépendance. Certaines questions relatives à la période intermédiaire sont encore sujettes à controverses: composition de l'«exécutif provisoire», présidence du territoire durant ladite période, modalités du référendum par lequel le peuple d'Algérie exercera son droit à l'«autodétermination».

Mais parlons franchement: ces questions étaient importantes quand les Français espéraient encore que le référendum déboucherait sur un résultat qui leur soit favorable. Il ne fait aucun doute qu'au début de la crise algérienne, la grande majorité de la population était pro-française, et qu'elle ne penchait pas pour l'autre camp, parce que la France assurait l'ordre au pays et le pain à des centaines de milliers de familles.

Cela dit, on savait que les conditions dans lesquelles se serait tenu le plébiscite auraient décidé de son résultat. Si les électeurs s'étaient rendus aux urnes sous le contrôle de l'armée française en ayant le sentiment d'être protégés par elle, non seulement le jour du vote mais aussi à l'avenir, ils auraient trouvé le courage de voter pour la France. Mais depuis un certain temps, l'armée française ne garantit plus une protection suffisante face aux représailles du front de libération nationale. Et on sait que demain elle s'en ira.

Dans de telles conditions, qui parmi les musulmans aurait voulu voter pour la France pour se faire assassiner quelques jours plus tard par ses coreligionnaires? En somme, il n'est pas juste de dire que le sort de l'Algérie dépend du référendum. Bien au contraire, c'est l'issue du référendum qui dépend du sort de l'Algérie. Et puisque l'Algérie est perdue pour la France, l'issue du référendum est déjà connue et il est inutile de se perdre en controverses sur les conditions dans lesquelles le référendum devrait avoir lieu.

2) De Gaulle a cédé aussi sur le Sahara et son pétrole. L'idée d'un condominium de tous les pays «riverains» semblait novatrice en ce qu'elle créait un intérêt vital dans le chef de ces pays à s'associer à la France contre la prétention des rebelles algériens de s'emparer de tout. Mais ce projet est resté lettre morte, et Bourguiba, qui était le principal intéressé lui assena le coup de grâce le jour où il fit attaquer la base de Bizerte parce que de Gaulle tardait à lui répondre. On dit que l'accord fut conclu sur la base suivante: la France jouira du pétrole du Sahara et versera au futur gouvernement algérien des royalties de l'ordre de cinquante pour cent, auxquels s'ajouteront vingt-cinq pour cent pour le passage des oléoducs; en somme soixante-quinze pour cents.

3) Le dernier écueil qu'il fallait franchir était celui de la minorité européenne. Mais cet écueil s'avérait être un récif sur lequel les négociations étaient venues s'échouer tant de fois. De Gaulle

demanda des garanties pour la minorité européenne. Le front de libération nationale se refusa à en donner la moindre. Cela voulait-il dire qu'il s'octroyait le droit de s'adonner aux représailles et de pratiquer la vendetta? C'est au fond cette attitude intransigeante et menaçante du front de libération qui a jeté la population européenne d'Algérie dans les bras de l'OAS. La formulation choisie par de Gaulle dans son discours ne contentera pas les Européens d'Algérie, le fait de dire qu'«il leur sera garanti la participation aux affaires algériennes» signifie-t-il pour autant la citoyenneté algérienne? Mais les Européens de là-bas ne demandent pas que cela. Ils veulent aussi que soit garantie la sécurité de leur vie et de leurs biens. Quant aux extrémistes, ils en exigent plus.

Telle est pour moi la situation en théorie, elle résulte d'une interprétation appropriée du discours de De Gaulle et des précédents. Mais au point où sont arrivées les choses, le doute le plus grave ne porte pas tant sur la possibilité d'arriver à un accord que sur le fait de savoir s'il pourra être mis à exécution. Entre de Gaulle et l'OAS, un pari tragique se profile: si elle devait en recevoir l'ordre, l'armée française interviendrait-elle contre l'OAS? Ouvrirait-elle le feu sur les Français d'Algérie? De Gaulle est convaincu de son obéissance ou du moins se comporte-t-il comme s'il avait cette certitude. L'OAS est persuadée du contraire. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agirait d'une tragédie.

Ceux qui ont à cœur le sort de la France – et nous en faisons partie – votent afin que soit épargnée cette terrible épreuve à son armée.

Augusto Guerriero